

**ANNONCE TRANSMISE**  
**AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE - PROCÉDURE ADAPTÉE**  
**DATE D'ÉMISSION : 17/07/2017 - 15:21**

**CONTENU DE VOTRE AVIS**

---

**NB : cet aperçu ne reflète que votre saisie.**

Les organes de publication se réservent la possibilité de remettre en forme l'annonce définitive en fonction des impératifs d'édition.

**Identification de l'organisme qui passe le marché :** Est Métropole Habitat, 53 avenue Paul Krüger, 69100 Villeurbanne

**Objet du marché :** Construction de 33 logements rue Henri - Lot 06 Volets coulissants bois

**Durée du marché :** Durée du marché: 4 mois à compter de la délivrance de l'ordre de service.

Démarrage prévisionnel: mi-septembre 2017

**Nombre et consistance des lots :** Lot unique.

238 volets bois coulissants persienne à la française en melezé.

**Procédure de passation :** Procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Dans ce cadre, une négociation pourra être engagée avec les candidats mieux-disants, tels qu'ils ressortiront de la première analyse des offres.

**Modalités d'attribution :** Variantes autorisées.

Groupement conjoint avec mandataire solidaire exigé à l'attribution du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter pour le marché ou certain de ses lots (à préciser) plusieurs offres en agissant à la fois:

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Délai de validité des offres: 160 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

justificatifs sollicités:

Lettre de candidature du candidat individuel ou du mandataire du groupement OU formulaire DC1

Le candidat produira:

Pour justifier qu'il ne se trouve pas dans l'une des situations mentionnées à l'article 45-1 et 45-4 a et c de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 (relatif aux interdictions de soumissionner obligatoires et générales);

- une attestation sur l'honneur

Pour justifier qu'il ne se trouve pas dans l'une des situations mentionnées à l'article 45-2 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 (relatif aux interdictions de soumissionner obligatoires et générales);

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétentes

Pour justifier qu'il ne se trouve pas dans l'une des situations mentionnées à l'article 45-3 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 (relatif aux interdictions de soumissionner obligatoires et générales);

- la production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence d'exclusion.

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

Au titre de la capacité financière:

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles;

Au titre de la capacité technique et professionnelle:

1° Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

2° Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; Effectif minimum exigé: 15 personnes

3° Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ; Qualification exigée: Qualibat 3552

En cas de groupement, les éléments demandés ci-dessus seront fournis par chaque membre du groupement.

**Critères de sélection** : Prix des prestations 60 %

Qualité de l'offre 40% appréciée à travers les 3 sous-critères suivants:

Organisation du candidat pour assurer le bon déroulement du chantier (30%)

Méthode et contrôle qualité (40%)

Valeur environnementale de l'offre (30%)

**Date limite** : 28 août 2017 A 12H00

**Renseignements divers** : Le dossier de consultation est disponible gratuitement sur le site [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com)

Les demandes de renseignements seront faites via cette même adresse.

Renseignements divers:

1 - Nature des prix

Forfaitaires

2 - Variation des prix

Les prix sont fermes

3 - Modalités de financement

Ressources propres, participation de l'Etat, de la ville de Villeurbanne, de Lyon la Métropole, de la Région Rhône-Alpes Auvergne, du collecteur 1%, de la Caisse des Dépôts et Consignations.

4 - Modalités de Paiement

Paiement par virement bancaire à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de

paiement.

#### 5 - Cautionnement et garanties exigées

Garantie à première demande ou caution personnelle et solidaire couvrant 100% de la retenue de garantie le cas échéant.

Modalités de remise des offres:

La remise des candidatures et offres par voie électronique n'est pas autorisée.

Les seuls modes de remise ou d'envoi des plis sont les suivants:

Recommandé avec accusé de réception

Remise par un service de messagerie spécialisé (Chronopost, Jet Service etc...)

Dépôt direct contre récépissé à l'adresse suivante:

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi de 8h30 à 12h15 et de 13h30 à 17h00.

Les candidats souhaitant obtenir des renseignements concernant l'introduction de recours adresseront leur demande auprès du Tribunal administratif de Lyon:

184 rue Duguesclin,

69 003 Lyon

Téléphone: 04 78 14 10 10

Télécopie: 04 78 14 10 65

Courriel: greffe.ta-lyon@juradm.fr

**Adresse Internet** : [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com)

### **DONNÉES NON PUBLIABLES À DESTINATION DES SUPPORTS DE DIFFUSION**

---

Référence de l'annonce dans le module de publication : **3149826**

### **SUPPORTS DE PUBLICATION CHOISIS POUR CETTE ANNONCE**

Votre annonce sera publiée comme suit :

**Marchés Online** Publication intégrale

**Département** : 69 - Rhône